



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection  
des Populations de Saône-et-Loire**

**Service Santé Protection Animale et  
Environnement**

**Unité environnement et autres filières**

24 Boulevard Henri DUNANT  
71000 Mâcon

Mâcon, le 30/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DOMAINE DE SOMMERY SAS**

Les BROSELOUSES  
71120 VAUDEBARRIER-OZOLLES

Références : 2024-03478  
Code AIOT : 0057101492

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement DOMAINE DE SOMMERY SAS implanté au lieu-dit les Brosseuses, 71120 VAUDEBARRIER - OZOLLES. L'inspection a été annoncée le 22/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DOMAINE DE SOMMERY SAS
- Les Brosseuses, 71120 VAUDEBARRIER - OZOLLES
- Code AIOT : 0057101492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui (rubrique 3660)

L'activité d'élevage de poules pondeuses de la SAS Domaine de Sommary sur la commune de VAUDEBARRIER et d'OZOLLES est encadrée par les prescriptions réglementaires suivantes :

- Arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté préfectoral n°07-04-032 en date du 29 octobre 2007 autorisant le DOMAINE DE SOMMERY à exploiter un élevage de volailles de 308 200 animaux équivalents volailles
- Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires autorisant le DOMAINE DE SOMMERY à exploiter un élevage de volailles de 336 640 animaux équivalent.

L'installation d'élevage dispose de 3 bâtiments d'élevage de poules pondeuses en cage ainsi que d'une installation de séchage et de stockage des fientes permettant de produire un engrais NFU42001 ainsi qu'un fumier stabilisé.

Aucun épandage n'est réalisé par l'exploitant.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement suite à cessation d'activité

L'activité d'élevage de poules pondeuses a cessé depuis août 2021. Par contre, le centre de conditionnement d'œufs exploité également par la SAS Domaine de Sommary, situé à proximité des bâtiments d'élevage, soumis à déclaration au titre de la rubrique n°2221 « Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale » de la nomenclature des ICPE (900 kg/j) est, quant à lui, toujours en activité.

L'inspection n'a porté que sur la cessation de l'activité d'élevage.

**Thèmes de l'inspection :**

- Sécurité/sûreté

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Toutes les cages des bâtiments d'élevage ont été démontées et évacuées. Il n'y a plus de déchets présents relatifs à l'activité d'élevage. Il n'y a pas lieu de suspecter une pollution des sols.

La SAS Domaine de Sommary est toujours propriétaire des bâtiments et y stocke divers éléments issus de l'activité de conditionnement d'œufs situé à proximité immédiate des bâtiments d'élevage :

- éléments de la chaîne de conditionnement des œufs ;
- palette de transport ;
- déchets divers en attente de leur enlèvement (bidons de produits de nettoyage vides / cartons compactés notamment observés).

Il est attendu de la part de l'exploitant :

- qu'il notifie officiellement auprès de la préfecture de Saône-et-Loire sa cessation d'activité en détaillant notamment les différentes mesures de mise en sécurité mises en œuvre au niveau des anciens bâtiments d'élevage et de stockage des fientes ;
- qu'il définisse l'usage futur des anciens bâtiments d'élevage et de stockage des fientes en listant, en cas d'utilisation pérenne des bâtiments pour du stockage permanent, la nature précise des éléments stockés au sein des bâtiments et, le cas échéant, procède en fonction des quantités stockées à la déclaration, demande d'enregistrement ou d'autorisation correspondante au titre des ICPE ;
- qu'il équipe les bâtiments d'éléments d'extinction incendie appropriés aux risques à combattre et aux produits stockés. Ces matériels devront être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement et au moins selon les indications du constructeur du matériel ;
- qu'il procède a minima, à une vérification périodique des installations électriques dans les bâtiments encore alimentés ;
- qu'il procède à l'évacuation des matériaux hors d'usage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

## 2-3) Fiches de constats

### N° 1 : Dossier de cessation d'activités

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1 Arrêté préfectoral n°07-04-032 en date du 29 octobre 2007, Art 5-5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois pour les installations visées à l'article R.512-35.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas notifié officiellement auprès de la Préfecture de Saône-et-Loire la cessation d'activité du site d'élevage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit notifier à la Préfecture de Saône-et-Loire la cessation de son activité d'élevage.
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Accès – État général du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1 Arrêté préfectoral n°07-04-032 en date du 29 octobre 2007, Art 5-5
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site...
<b>Constats :</b> Aucune notification de la cessation n'a été transmise à la Préfecture de Saône-et-Loire (cf item n°1). L'inspection du 26/11/2024 a permis de constater la présence d'une barrière limitant l'accès aux anciens bâtiments d'élevage et de stockage des fientes ainsi qu'un panneau indiquant qu'il s'agit d'une propriété privée. Le centre de conditionnement d'œufs situé juste à côté des bâtiments d'élevage est, lui, toujours en fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Déchets et Produits – Stockage et quantités

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1 Arrêté préfectoral n°07-04-032 en date du 29 octobre 2007, Art 5-5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;
<b>Constats :</b> Toutes les cages ont été démontées et évacuées. Il n'y a plus de déchets présents relatifs à l'activité d'élevage. Il n'y a pas lieu de suspecter une pollution des sols. Il a été constaté que sur les 3 anciens bâtiments d'élevage figurant dans l'arrêté d'autorisation, 2 bâtiments ainsi que l'ancien hangar de stockage de fientes étaient utilisés pour assurer le stockage de matériaux divers : - matériaux divers issus de la chaîne de conditionnement des œufs de l'activité annexe , - déchets divers : bidons de produits de nettoyage vides, cartons compactés, - palettes, - bidons de fluides de transfert antigel pour circuits caloporteurs et frigoporteurs vides et un non vide. Cf annexe planche photographique. Il existe un quatrième bâtiment d'élevage sur le site utilisé comme bâtiment de stockage des emballages d'œufs utilisés par le centre de conditionnement. Cette utilisation était déjà précisée dans le dossier d'autorisation. Le volume de stockage est de 1 106 m <sup>3</sup> (non classé au titre de la rubrique 1510 « Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts »).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> - Faire évacuer les déchets et matériaux hors d'usage. - Définir précisément la liste des éléments qui pourront à l'avenir être stockés au sein de ces anciens bâtiments d'élevage et, le cas échéant, en fonction des quantités stockées, de procéder à la déclaration, la demande d'enregistrement au d'autorisation correspondante par rapport à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Risque d'incendie et d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1 Arrêté préfectoral n°07-04-032 en date du 29 octobre 2007, Art 5-5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion 4° La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 [...]
<b>Constats :</b> Sur les trois bâtiments d'élevage, un seul est encore alimenté en électricité. Stockage de matériaux divers dans deux bâtiments d'élevage et le hangar à fientes (cf item précédent).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> – Procéder à une vérification périodique des installations électriques – Définir précisément la liste des éléments qui pourront à l'avenir être stockés au sein de ces anciens bâtiments d'élevage et, le cas échéant, en fonction des quantités stockées, de procéder à la déclaration, la demande d'enregistrement au d'autorisation correspondante par rapport à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. – Équiper les anciens bâtiments d'élevage et de séchage de fientes d'éléments d'extinction incendie appropriés aux risques à combattre et aux produits stockés. Ces matériels devront être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement, au moins selon les indications du constructeur du matériel.
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Usage futur**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, usage futur
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article. II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
<b>Constats :</b> Non conforme. Information non transmise cf item n°1.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation

environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

**Proposition de délais : 1 mois**

\*\*\*\*\*